

Quel modèle pour la France?

Luiz Carlos Bresser-Pereira

Intervention dans le séminaire 'Quel Modèle Pour la France?', organisé pour le sénateur Pierre-Ives Colombat et Alain Parguez. Paris, Sénat, 30.6.2006.

En France le taux de croissance est faible, aux Etats Unies, un peu meilleur, mais le taux de chômage dans la France est deux fois plus grand. Dont, on veut copier les Etats Unies. La droite veut copier les relations de travail et la absence de Etat social aux Etats Unies. La gauche keynésienne veut copier la politique macroéconomique américaine; veut copier les bas intérêts et dynamisme de l'économie américaine basée dans la a consommation.

Mais, quoi dire des problèmes macroéconomiques que menacent aujourd'hui les États Unies? Quoi dire de l'énorme déficit en conte courante, de l'également énorme déficit public, de la dette externe et de la dette publique que découlent de ces déficits? Quoi dire du manque de épargne et de l'endettement croissant des familles, et de la boule immobilière qui en dérive? Si on veut une croissance plus forte, pour quoi n'apprendre avec la Malaisie ou la Chine? Ou, si ces pays sont excessivement différents, pour quoi pas regarder l'Hollande ou les pays de la Scandinavie? Et, bien sur, pour quoi ne pas conserver ce que est bon (et il y a beaucoup) en France?

Je crois que définitivement on exagère la 'faillite' de la France. Pour quoi un pessimisme tellement grand de la part des français? Le taux de chômage est vraiment excessif, mas le taux de croissance n'est pas tellement mauvais comme ont dit. Si on discompte la différence de croissance de la population, dans les derniers années ce taux a été a peu près un pour cent plus bas. D'autre part, la France est un pays nettement plus juste et la qualité de vie meilleur que celle des États Unies.

Toutefois, je suis d'accord que la France face aujourd'hui des graves problèmes. Je dirai plus: manque à la France une condition fondamentale pour le développement – une stratégie nationale de croissance comme celle qu'elle a dans les Trente Ans Glorieux eu après da Deuxième Guerre Mondiale.

Les problèmes centraux que l'économie française fait face sont à mon avis trois: (1) la relative immobilisation de la politique monétaire dans l'Union Européen, exprimée particulièrement par le mandat unique de la Banque Centrale Européenne; (2) le

retard à s'engager dans la réforme de la gestion publique; (3) la contradiction entre la compétition représentée par les pays à main d'oeuvre à bon marché et le principe de solidarité dans lequel est basé la France.

En relation à le premier problème, je suis d'accord que la politique monétaire américaine est plus flexible et favorable à la croissance sans inflation que la européenne, mais l'Europe seulement sera capable de résoudre ce problème après donner pas un mandat unique mais un mandat double à la Banque Centrale Européenne. En compensation, en relation à la politique fiscale et à l'épargne des familles, je suis convaincu que la France est beaucoup plus sage que les États Unies. Et, en relation au taux d'échange et le déficit en compte courant, la situation des États Unies est beaucoup pire. Je ne prévois une grande crise dans le futur prochain parce que les créanciers des États Unies n'ont pas l'intérêt en changer de monnaie et de débiteur, mais, même que le dollar soit la monnaie réserve du monde, leur déficit en compte courante est insoutenable à moyen terme.

La résistance de la France à faire la réforme de la gestion publique est probablement le plus grave. C'est dans ce domaine que la France est clairement en retard en relation au Nord de l'Europe. Peut être la grande qualité de la bureaucratie française explique la difficulté de la France en distinguer les services que ses citoyens veulent que l'État provisionne gratuitement ou presque (une décision politique) de la forme que ces services sont organisés (une décision administrative). La réforme de la gestion publique montre que il n'y a pas besoin qu'ils soient fournies directement par l'État, par des fonctionnaire publiques: on peut parfaitement les charger à des organisations publiques non-étatiques – entités de droit privé mais avec de but publiques qui reçoivent grand part ou même la totalité de ses revenus de l'État, qui sont contrôlés par ses conseils d'administration et par l'État. J'appelle ce type société 'organisations sociales': elles signent un contrat de gestion avec l'État, compétent entre elles non pour chiffres d'affaire ou pour profits plus grands, mais pour l'excellence de ses services, et, comme les entreprises mixtes contrôlées par l'État, n'ont pas de fonctionnaires publiques. La expérience internationale montre que organisations de ce type présentent une qualité des services meilleur et sont beaucoup plus efficient que les lourdes organisations de service étatiques.

En relations au troisième problème, il faut d'abord observer que la résistance de la France en accepter la précarisation du travail que l'idéologie néolibérale propose est admirable. D'autre part, la globalisation est un phénomène réel, mais l'expansion du commerce mondiale de l'Union Européenne avec le reste du monde n'est pas tellement grande que justifie des réformes que une certaine droite défend. Donnée la relative fermeture de l'économie Européenne, la concurrence de l'Est de l'Europe est probablement plus inquiétant que la concurrence des pays en développement. Il faut, toutefois, reconnaître que la rigidité du travail est un problème, comme le chômage démontre. Dans ce domaine là, je crois que la solution scandinave et hollandaise est significative: augmenter la flexibilité sans augmenter la précarité du travail.

Pour un étranger comme moi, qui ne vive pas en France, mais qui est très souvent ici, et que donne des cours chaque année à l'École d'Hautes Études en Sciences Sociales, il est claire que les français manquent une vision de ces problèmes et une

stratégie informelle mais effective de croissance. Pourtant, une chose est aussi claire pour moi: la confusion et la manque de stratégie des brésiliens est beaucoup plus grave, comme montrent la quasi-stagnation économique du Brésil dans les derniers 25 années.